

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité
DEPARTEMENT DE MAYOTTE



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Direction de l'environnement, de
l'aménagement et du logement

Service des infrastructures sécurité et
transports

Éducation et sécurité routières

ARRETE N° 2019/204/DEAL/SIST/ESR/CG

Réglementant la circulation sur la RD 1 pour
permettre les dérasements, les purges et la
réfection du tapis en enrobés de la voirie (RD 2)
du PR 2+745 au PR 3+670 dans la commune de
BANDRABOUA

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte, ensemble la loi ordinaire n°2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

Vu le Code de la route ;

Vu la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière ;

Vu la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative à Mayotte ;

Vu le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, notamment à l'organisation et mission des directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

Vu le décret du 28 mars 2018 portant nomination de M. Dominique SORAIN, préfet hors classe, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté n° 2012-757 du 24 septembre 2012 modifiant l'arrêté 2011-111 portant organisation de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Mayotte (DEAL) ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juillet 2017 portant nomination de M. Joël DURANTON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, en qualité de directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte ;

Vu l'arrêté n°388/SG/DEAL du 02 mai 2018 portant délégation de signature à M. Joël DURANTON, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-SG/DEAL/27 du 16 avril 2019 portant subdélégation de signature (compétences fonctionnelles) ;

Vu la délibération n° 2059/2015/CG en date du 02 avril 2015 nommant M. IBRAHIM RAMADANI Soibahadine, Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Vu l'arrêté n°157/MCGVI/CD/2019 en date du 9 juin 2019 portant délégation de signature à M. Joël DURANTON, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention du 13 juillet 2018 relative à la mise à disposition des services de la DEAL pour la compétence des "routes départementales" au département de Mayotte

Vu la convention en date du 05 janvier 2011 entre le Préfet et le Président du Conseil Général de Mayotte relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte au département de Mayotte ;

Vu le règlement de voirie relatif à la gestion de la voirie territoriale de Mayotte, adopté par délibération du conseil général n° 29/98/CGD le 17 avril 1998 ;

Vu la demande d'arrêté transmis par courrier le 18 Juin 2019 à l'unité éducation et sécurité routières de la DEAL ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers, des riverains et des employés de l'entreprise œuvrant sur le chantier pendant la durée de la réalisation des travaux de dérasement, des purges et la réfection du tapis en enrobés de la voirie **(RD 2) du PR 2+754 au PR 3+670** à DZOUMOGNE, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules sur les voies considérées dans la commune de BANDRABOUA ;

Sur proposition du Responsable de l'unité éducation et sécurité routières de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du Logement :

ARRETE

Article 1 :

Pour permettre **les travaux de dérasement, des purges et la réfection de tapis en enrobe de la voirie (RD 2) du PR 2+745 au PR 3+670**, la circulation des véhicules sur la RD 2 sera réglementée à BANDRABOUA **entre le 19 juin et le 25 juillet 2019**.

Article 2

Un alternat de type K10 ou feux tricolores sera mise en place par l'entreprise.

Article 3 :

Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera toléré sur la zone des travaux et de part et d'autre de celle-ci sur une longueur de 200 m sauf pour les véhicules affectés au chantier.

Le chantier sera nettoyé après chaque intervention de l'entreprise.

Article 4

La vitesse de tous les véhicules circulant sur la RD 2 sera limitée à 30 km/h de part et d'autre de la zone du chantier.

Article 5 :

Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera toléré sur la zone des travaux et de part et d'autre de celle-ci sur une longueur de 200 m sauf pour les véhicules affectés au chantier.

Article 6 :

Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera toléré sur la zone des travaux et de part et d'autre de celle-ci sur une longueur de 200 m sauf pour les véhicules affectés au chantier.

Le chantier sera nettoyé après chaque intervention de l'entreprise.

Article 7 :

Le pétitionnaire informera le gestionnaire de la route (Messieurs LIDI BAHARISOIFA, ou MADI M'COLO) de tout changement de programme en temps réel.

Article 8 :

Cette signalisation sera mise en place par l'entreprise sous le contrôle de la Subdivision Études et Travaux Neufs et la Subdivision Territoriale, respectivement maître d'œuvre du chantier et gestionnaire de la voirie nationale et départementale.

Article 9 :

La signalisation temporaire sera conforme au manuel du chef de chantier édité par SETRA (Édition 2000).

Article 10 :

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte et ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services du Département de Mayotte ;
- Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- Monsieur le Chef de la Subdivision Territoriale de la D.E.A.L ;
- Madame le Maire de la commune de BANDRABOUA;
- Monsieur le Commandant de la gendarmerie de Mayotte ;
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique de Mayotte ;
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours ;
- Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Mayotte ;
- Monsieur le Directeur de la COPHARMAY ;
- Monsieur le Directeur de la C.C.I. ;
- Monsieur le Directeur de la Société MATIS ;

De plus un exemplaire sera adressé à l'entreprise COLAS chargée des travaux, pour exécution et être présenté à toute réquisition.

1 8 JUIN 2019

Pour le Président du Conseil Départemental de Mayotte
et par délégation,
Le Chef du Service Infrastructures, Sécurité et Transports



Jean-Michel LEHAY
Adjoint au chef de service des infrastructures
Sécurité et Transport